

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, Viet Tan (Parti pour la Réforme du Viêt Nam) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques.



## LE VIETNAM RESSERRE SON CONTRÔLE DES BLOGS

**L**e Vietnam a resserré son contrôle des blogs, dans une nouvelle circulaire qui interdit de "s'opposer à l'Etat" ou "nuire à l'ordre social" et demande aux fournisseurs de service internet de constituer des bases de données et bloquer tout contenu jugé illégal.

Le pays communiste avait annoncé au début du mois sa volonté de mieux réguler une blogosphère en pleine explosion.

La circulaire, dont l'AFP a obtenu une copie mercredi, souligne que les blogs doivent servir à diffuser des informations personnelles.

Elle complète, en y appliquant clairement aux blogs, une régulation d'août qui interdisait déjà, sur internet, de "s'opposer à l'Etat (...)" de nuire à la sécurité nationale, à l'ordre et à la sécurité sociale, de saboter l'unité nationale", divulguer des secrets nationaux, militaires ou économiques.

Début décembre, le vice-ministre de l'Information, Do Quy Doan, avait préparé le terrain dans les médias officiels en expliquant qu'Hanoï ne voulait pas "intervenir dans la vie privée des blogueurs", mais "donner un cadre pour (les) aider à comprendre l'étendue des activités qui leur sont permises".

Le quotidien anglophone Thanh Nien daily avait indiqué que le gouvernement entendait contacter les géants de l'internet "Google et Yahoo ! en vue d'une coopération pour créer l'environnement pour les blogueurs le plus sain et le meilleur possible".

La nouvelle régulation demande aux "entreprises spécialisées dans la fourniture de services en ligne" de "constituer une base de donnée" sur les blogs qu'elles gèrent, de fournir, à la demande, les informations aux agences d'Etat "autorisées" et "d'éliminer" tout contenu qui violerait la loi.

Internet permet à la population vietnamienne de s'exprimer avec une marge de manoeuvre qu'elle n'a pas dans les médias traditionnels, contrôlés plus facilement et très étroitement par le régime communiste.

Ces derniers mois, les critiques ont notamment fusé sur la Toile sur la gestion, par Hanoï, du conflit territorial qui l'oppose à Pékin en mer de Chine du Sud.

Les deux capitales y revendiquent la souveraineté des archipels des Spratleys et Paracels.

Le dossier, ultra-sensible et qui empoisonne les relations des deux alliés communistes, avait fait l'objet de manifestations inhabituelles mais vite étouffées par Hanoï il y a un an. Il n'est que très rarement et toujours brièvement et prudemment abordé dans les journaux vietnamiens.

L'organisation de défense des médias Reporters sans frontières (RSF) classe le Vietnam parmi les pays "ennemis" de l'internet, estimant qu'il "suit de très près sa grande sœur chinoise dans le renforcement de la censure" sur le web.

La justice vietnamienne a déjà mis derrière les barreaux plusieurs cyberdissidents.

### Sommaire

- 1 — Le Vietnam resserre son contrôle sur les blogs
- 2 — Rétrospective 2008
- 6 — RSF dénonce la condamnation en appel du blogueur Dieu Cay
- 7 — Huit députés américains demandent la libération de dissidents
- 8 — Défense des droits de l'homme à Sydney dans le consulat vietnamien
- 9 — Des prisons derrière les façades
- 10 — Trouble fête catholique
- 11 — Condamnation des catholiques de Thai Ha
- 12 — Le Japon suspend son aide

# Rétrospective 2008 sur la situation des droits de l'homme au Vietnam

**P**our commencer l'année 2009, nous vous proposons de retracer ici quelques événements marquants de 2008 sur le plan des droits de l'homme, tant au Vietnam qu'à l'étranger.

## JANVIER

Janvier 2008 fût marqué par des manifestations sans précédentes des catholiques pour la restitution de l'ancienne nonciature apostolique à Hanoi. Situé au cœur de la capitale, le bâtiment fût confisqué par les autorités à la fin des années 50 lorsque le Nord-Vietnam bascula dans le régime communiste. En près de 50 ans, son utilisation a changé à maintes reprises : bibliothèque, restaurant, centre de fitness... Fin 2007, la municipalité décide de vendre le bâtiment et le terrain aux investisseurs privés. La réaction des catholiques a surpris tout le monde, à commencer par les autorités. Jour après jour, des centaines de catholiques manifestent en priant devant les grilles du bâtiment qu'ils investissent le 25 janvier. Le bâtiment sera évacué quelques jours après un appel au calme du Vatican.



L'ancienne ambassade du Vatican à Hanoi, objet du litige entre les catholiques et la municipalité.

A Kuala Lumpur, Malaisie, environ 200 jeunes vietnamiens issus de 17 pays ont participé à la 5ème conférence de la jeunesse vietnamienne, organisée par le Mouvement International de la Jeunesse Engagée. Le thème de cette année est « La Société Civile pour Construire la Démocratie. » Les autorités communistes vietnamiennes voyant d'un mauvais œil la tenue de cet événement, avaient fait pression sur le gouvernement malaisien pour faire annuler la conférence. Mais la détermination des organisateurs ainsi que les nombreux soutiens internationaux comme celui de la députée américaine Loretta Sanchez ont eu raison des réticences des autorités malaisiennes. La conférence a pu se dérouler sans encombre.



Cérémonie de clôture de la Conférence Internationale de la Jeunesse Vietnamienne Engagée

De l'autre côté du globe, à Sacramento, au cours d'une conférence de presse le 18 janvier, 55 élus du parlement de la Californie rendent publique une lettre demandant la libération des membres et sympathisants de Viet Tan, arrêtés au Vietnam en novembre 2007 alors qu'ils se préparaient à diffuser des tracts promouvant le changement démocratique au Vietnam à travers des moyens de luttes non violents. Les personnes encore en état d'arrestation en janvier 2008

sont Nguyen Quoc Quan, Somsak Khunmi, Nguyen The Vu et Nguyen Viet Trung.



Les élus Van Tran, Dave Jones et Lou Correa à la conférence de presse de Sacramento

## FÉVRIER

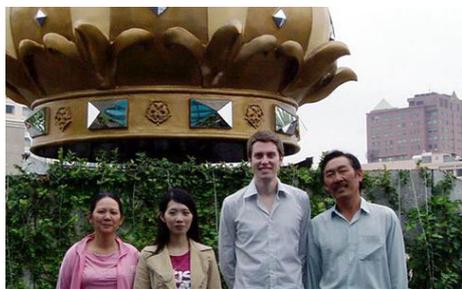
En février 2008, les militants vietnamiens pour la démocratie pleurent la disparition du plus âgé d'entre eux, Hoang Minh Chinh, décédé le 7 février d'une longue maladie. Le jour de ses obsèques, de nombreux militants ont dû déjouer les barrières policières pour aller lui rendre un dernier hommage.



Obsèques de M. Hoang Minh Chinh

Dans le même temps, une lettre signée par 20 députés norvégiens demandant la libération des membres et sympathisants de Viet Tan fût rendue publique. Peter Gitmark, l'un des signataires,

va même plus loin en se rendant au Vietnam pour rencontrer les familles des personnes arrêtées ainsi que l'écrivain dissidente Tran Khai Thanh Thuy. Peu après cette visite, Peter Gitmark a été sommé de quitter le Vietnam par le 1<sup>er</sup> vol. Il a été chaleureusement accueilli à Oslo le 22 février par un petit groupe de norvégiens-vietnamiens.



**Le député norvégien Peter Gitmark en compagnie de la famille de Nguyen The Vu à Saigon**

Le 26 février, le Quai d'Orsay condamne l'emprisonnement de quatre militants syndicaux vietnamiens par une cour à Saigon. Ces personnes militaient au sein de l'Union des Ouvriers et des Agriculteurs, un syndicat non autorisé. Tout comme pour les partis politiques, le Vietnam n'autorise pas le pluralisme syndical.



**Tran Thi Le Hong, Doan Huy Chuong, Doan Van Dien et Nguyen Thi Tuyet sont des militants syndicaux emprisonnés**

### MARS

Le 11 mars 2008, douze députés américains écrivent à leur tour une lettre aux autorités vietnamiennes pour demander la libération des membres et sympathisants de Viet Tan. Le 12 mars, le Sénat américain organise une audition sur la situation des droits de l'homme au Vietnam. Viet Tan est représenté par son président, Do Hoang Diem.

Le 21 mars, 8 députés suisses cosignent avec le COSUNAM une

lettre demandant la libération des membres et sympathisants de Viet Tan.



**Do Hoang Diem durant l'audition sur la situation des droits de l'homme au Vietnam au Sénat américain**

### AVRIL

Début avril 2008, trois jeunes membres de Viet Tan, venus d'Europe, d'Australie et des Etats-Unis, se donnent rendez-vous à Saigon devant la prison où sont détenus depuis novembre 2007 leurs collègues. Après 48 heures de garde à vue, les trois jeunes membres de Viet Tan sont expulsés du Vietnam.



**Nguyen Tan Anh et Mai Huu Bao, deux des trois jeunes membres de Viet Tan devant la prison de Saigon où sont détenus leurs collègues**

Entre la mi-avril et la fin avril, le président de Viet Tan, Do Hoang Diem, fait une tournée en Suisse et en Norvège pour promouvoir la lutte pour des droits de l'homme au Vietnam. En Norvège, Do Hoang Diem a rencontré le Comité des affaires étrangères du Parlement, l'ONG Rafto et le Parti Conservateur norvégien. En Suisse, il a rencontré le Parti Libéral et le maire de Genève.

Fin avril à Hanoi et Saigon,

poursuivant la vague mondiale de protestation contre le relais de la flamme olympique, des militants vietnamiens pro-démocratie ont voulu manifester contre la Chine. Mais ils ont été interpellés par la police vietnamienne, dont le bloqueur Dieu Cay.



**Saigon le 29 avril, une membre de Viet Tan porte un T-shirt de RSF appelant au boycott des J.O. de Pékin devant une banderole de la municipalité qui souhaitait la bienvenue à la flamme olympique.**

### MAI

Le mois de mai 2008 fût marqué par le procès des membres et sympathisants de Viet Tan, qui s'est tenu le 13 mai à Saigon. Nguyen The Vu, citoyen vietnamien, fût condamné à 5 mois et 26 jours de prison, soit le temps passé en détention préventive. Nguyen Quoc Quan, citoyen américain, fût condamné à 6 mois de prison. Somsak Khummi (Nguyen Quoc Hai), citoyen thaïlandais fût condamné à 9 mois de prison et 3 ans d'assignation à résidence au Vietnam. Avant et après ce procès, de nombreux élus politiques internationaux et ONG de défense des droits humains se sont exprimés pour exiger la libération immédiate de ces trois militants.



**Nguyen Quoc Quan, Somsak Khummi et Nguyen The Vu**

Le 14 mai, la Chambre des Représentants américains organise une audition sur la situation des droits de l'homme au Vietnam.

Cette fois encore, Viet Tan est représenté par son président, Do Hoang Diem.



**Audition sur la situation des droits de l'homme au Vietnam à la Chambre des Représentants américain**

Le même jour, la police vietnamienne arrête 2 journalistes renommés, Nguyen Viet Chien et Nguyen Van Hai, qui avaient enquêté sur un énorme scandale de corruption impliquant des hauts fonctionnaires. Le Comité de Protection des Journalistes, tout comme les rédactions des journaux concernés, Thanh Nien (Jeunes) et Tuoi Tre (Jeunesse) s'indignent de cette arrestation.

## JUIN

Juin 2008 fût marqué par des manifestations de protestation contre la venue du président vietnamien Nguyen Minh Triet à Oslo (le 6) et du Premier ministre Nguyen Tan Dung à Washington DC (le 26). De son côté, Reporters sans frontières demande la libération du blogueur Dieu Cay, arrêté fin avril 2008.

De retour aux Etats-Unis, Nguyen Quoc Quan entame une tournée au Capitol pour remercier



**Nguyen Quoc Quan durant sa tournée de remerciement à Washington**

les élus qui se sont mobilisés pour sa libération durant les mois passés.

## JUILLET

Le 5 juillet 2008 disparaissait le très vénérable Thich Huyen Quang à l'âge de 87 ans, patriarche de l'Eglise bouddhiste unifiée du Vietnam (EBUV), interdite. Le 11 juillet, 6000 fidèles bravent la police pour assister à ses funérailles. Le 22 juillet, Human Rights Watch décerne le prix Hellman / Hammett à huit écrivains dissidents vietnamiens. Fin juillet, la Chine communiste interdit à Exxon Mobil de mener des explorations pétrolières au large du Vietnam sous peine de représailles. Exxon et le gouvernement vietnamien se plient docilement au diktat chinois.



**Six mille personnes assistent aux funérailles du vénérable Thich Huyen Quang**

## AOÛT

A la mi-août, le vénérable Thich Quang Do est officiellement désigné pour succéder à Thich Huyen Quang à la tête de l'EBUV. Le 17 août, Somsak Khumni (Nguyen Quoc Hai), au terme de 9 mois de détention, quitte la prison Ham Tan mais doit encore rester au Vietnam en assignation durant 3 ans alors que toute sa famille se trouve en Thaïlande.

Le 20 août à Hanoi, la petite paroisse de Thai Ha entame des manifestations par la prière pour demander la restitution d'un terrain jadis appartenant à l'église avant d'être confisqué par le Nord-Vietnam. Comme pour l'ancienne nonciature apostolique, la

municipalité s'apprête à vendre ce terrain aux investisseurs privés. Les autorités cherchent à briser les manifestations avant qu'elles ne prennent de l'ampleur en arrêtant 8 catholiques considérés comme des meneurs.



**Rassemblés derrière leur archevêque Ngo Quang Kiet, des milliers de catholiques entament un long conflit pacifique avec les autorités pour la justice et la paix.**

## SEPTEMBRE

Grave erreur, les manifestations n'ont cessé de gagner en intensité et en participation tout au long du mois de septembre. Menés par leur archevêque Ngo Quang Kiet, les catholiques résistent aux brutalités policières (un reporter d'Associated Press a d'ailleurs fait les frais avec plusieurs points de suture), campagnes de dénigrement dans les médias nationaux, provocations et violences physiques menées par les jeunes communistes. Le point d'orgue de ces manifestations est atteint le 21 septembre avec plus de 10 000 personnes devant les grilles de l'ancienne nonciature apostolique. Devant la mobilisation et la détermination des catholiques, la municipalité de Hanoi choisit une solution intermédiaire pour sauver la face. Les biens de l'église ne sont pas restitués aux catholiques ni vendus aux investisseurs privés. Ils sont transformés à la hâte en jar-

dins publics. C'est une victoire des catholiques et de leur archevêque qui a toujours affirmé que l'église ne demande pas la restitution de ses biens confisqués lorsque ceux-ci sont utilisés pour le bien public, mais seulement ceux qui sont utilisés à des fins d'enrichissement privé.



**21 septembre, point d'orgue du conflit entre les catholiques et le régime communiste : plus de dix mille personnes manifestent devant l'ancienne nonciature apostolique à Hanoi**

Les fortes manifestations des catholiques ont quelques peu éclipsés une nouvelle vague d'arrestation de dissidents qui entendaient manifester contre le gouvernement à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire d'un courrier diplomatique nord-vietnamien reconnaissant les revendications territoriales chinoises sur l'ensemble de la mer de Chine du Sud. Cinq mois après, la plupart des personnes arrêtées à cette période sont toujours en prison.

## OCTOBRE

Le 16 octobre, les autorités communistes ont condamné les deux journalistes arrêtés en mai pour avoir enquêté sur le scandale de corruption de la PMU18, du nom d'une unité de gestion dépendant du ministère des transports, où des hauts fonctionnaires ont détourné 2,6 millions de dollars d'aide publique japonaise. Cette condamnation a suscité la réprobation internationale au moment où le Vietnam a besoin des médias pour lutter contre une corruption endémique.



**La condamnation des 2 journalistes ayant enquêté sur un scandale de corruption a indigné la communauté internationale**

Le 22 octobre, le Parlement Européen adopte à une écrasante majorité (479 pour, 21 contre et 4 abstentions) une résolution appelant le Vietnam à respecter davantage les droits de l'homme avant qu'un nouvel accord de partenariat Union Européenne-Vietnam ne soit finalisé pour 2009.

## NOVEMBRE

Novembre fût marqué par la candidature du Dr Nguyen Thi Xuan Trang, première suisse d'origine vietnamienne à se présenter aux élections de l'Assemblée Constituante suisse sur la liste Radical Ouverture. Le 30 novembre, les épouses des dissidents arrêtés en septembre écrivent une lettre commune demandant le retour de leurs époux. La représentante démocrate de Californie Loretta Sanchez écrit aux autorités vietnamiennes pour demander la libération de ces mêmes dissidents ainsi que celle du blogueur Dieu Cay.



**Dr Nguyen Thi Xuan Trang, membre de Viet Tan et 1ère candidate suisse d'origine vietnamienne à l'élection de l'Assemblée Constituante.**

## DÉCEMBRE

Le 4 décembre, mécontent par le manque de volonté politique du Vietnam pour endiguer la corruption, le Japon suspend son aide économique de 2008 et reste réservé pour 2009.

Le 8 décembre, le régime communiste vietnamien octroie de symboliques peines de prison avec sursis pour les 8 catholiques arrêtés fin août. Mais les intéressés ne s'en réjouissent pas pour autant. Pour eux et pour l'ensemble des catholiques, le seul verdict accepté est l'acquiescement car ils n'ont rien fait de plus que prier pacifiquement. Ils sont donc innocents des charges de troubles à l'ordre public retenus contre eux. Tous ont fait appel.



**Devant le tribunal où sont jugés les 8 catholiques arrêtés fin août, un jeune policier baisse la tête devant une vieille dame catholique venue soutenir les accusés. Depuis un an, l'église catholique a succédé aux militants pro-démocratie emprisonnés pour tenir tête pacifiquement, avec succès, au gouvernement communiste vietnamien.**

Le 10 décembre, 8 députés américains écrivent au Premier ministre vietnamien pour demander la libération des dissidents arrêtés en septembre. Mi-décembre, le Vietnam adopte une loi pour censurer les blogs qui ont échappé à tout contrôle du gouvernement. En l'absence de médias privés, les vietnamiens se servent de plus en plus d'internet pour exprimer ouvertement leurs opinions politiques, qui vont très souvent contre le régime communiste vietnamien.

# RSF dénonce les conditions de la tenue du procès en appel du blogueur Dieu Cay

**R**eporters sans frontières en appelle aux autorités vietnamiennes afin qu'elles cessent de travestir le procès du blogueur et défenseur des droits de l'homme Nguyen Hoang Hai en affaire de droit commun. Plus connu sous le nom de Dieu Cay, ce dernier doit comparaître en appel, le 4 décembre 2008, de sa condamnation à deux ans et demi de prison pour "fraude fiscale", le 10 septembre. Les journalistes étrangers ne seront pas admis dans la salle d'audience à Hô Chi Minh-ville.

"Le refus des autorités d'accréditer des journalistes étrangers pour suivre l'audience, sensée être publique, est révélateur du climat dans lequel se déroule ce procès. De plus, la cour d'appel a commis une infraction envers la défense en lui laissant moins de quinze jours pour préparer cet appel. Cette façon de faire est la preuve qu'il s'agit d'un dossier dans lequel les autorités ne veulent pas que soit révélé que le chef d'accusation, en vertu duquel a été prononcé le verdict en première instance, est faux et abusif", a déclaré l'organisation.

La partie civile regroupant Dieu Cay, ainsi que son ex-femme, a été prévenue le 25 novembre que l'appel aurait lieu neuf jours plus tard. Il s'agit d'une infraction à l'article 242 du code vietnamien de procédure pénal selon lequel une telle information doit être révélée au moins 15 jours avant l'audience prévue en appel afin de permettre à la défense de préparer le dossier. Ce code est appliqué depuis le 1er juillet 2004.

Les avocats de la défense ont demandé le report de l'audience, mais les magistrats de la Cour de Hô Chi Minh-ville ont refusé et ont affirmé à l'un d'entre eux que

"même si les accusés et leurs avocats n'étaient pas dans la salle, [ils] étudieraient le cas".

Les autorités reprochent au blogueur de ne pas payer d'impôt depuis dix ans pour des locaux dont il est le propriétaire. Or, Dieu Cay loue des locaux à la Hanoi Eyeswear Co, selon un arrangement mutuel, autorisé par la loi vietnamienne, en vertu duquel cette dernière devait s'acquitter elle-même des impôts concernés.

"Les autorités veulent faire taire sa voix. Dieu Cay doit sortir le plus vite possible et les charges qui pèsent à son encontre, ainsi qu'à l'encontre de son ex-femme, doivent être abandonnées. Nous demandons aux ambassades étrangères au Viêt-Nam d'agir en faveur de la liberté d'expression et de demander sa libération au gouvernement vietnamien", a ajouté Reporters sans frontières.

Dieu Cay a été arrêté à Hô Chi Minh-Ville le 19 avril dernier. Les autorités l'ont inculpé de « fraude fiscale » cinq jours plus tard. D'après le témoignage de son fils, Dieu Cay était étroitement surveillé depuis sa participation, début 2008, à des manifestations à Hô Chi Minh-ville pour protester contre la politique chinoise dans



Blogueur Dieu Cay

les archipels des Paracels et Spratley. Sa famille est harcelée par la police. Ses biens ont été saisis et certains de ses collaborateurs sont régulièrement victimes de menaces et d'arrestations.

Membre fondateur du groupe de blogueurs baptisé le "Club des journalistes libres" (Free vietnamese journalists club), Dieu Cay est l'un des activistes les plus connus au Viêt-Nam. Le 29 octobre 2008, l'organisation américaine Vietnam Human Rights Network (VNHRN) lui a décerné un prix afin de saluer son engagement pour la liberté d'expression.

Le Viêt-Nam fait partie de la liste des Ennemis d'Internet établie par Reporters sans frontières. Le pays suit de très près sa grande sœur chinoise dans le renforcement de la censure sur Internet. Le 2 décembre, le vice-ministre de l'Information, Do Quy Doan, a affirmé dans la presse locale vouloir "fournir des lignes directrices sur la distribution de l'information sur les blogs". Selon le Thanh Nien Daily, le ministère de l'Information a prévu de "contacter Google et Yahoo ! en vue d'une coopération pour créer l'environnement le plus sain et le meilleur possible pour les blogueurs".

## La condamnation du blogueur Dieu Cay confirmée en appel

Le 4 décembre 2008, un tribunal de Saigon a confirmé la peine de deux ans et demi de prison du blogueur Dieu Cay pour "fraude fiscale". "La cour n'a pas pris en compte les nouvelles preuves apportées pour la défense de Dieu Cay. Il s'agit d'un procès bâclé prouvant spectaculairement que

les autorités s'acharnent sur un blogueur. "C'est une condamnation préméditée par les autorités. La police a refusé que Dieu Cay paye ses taxes pour fabriquer les preuves de sa culpabilité", a déclaré l'avocat de Dieu Cay à Reporters sans frontières.



# Huit députés américains écrivent au PM vietnamien

A l'occasion du 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, huit députés américains écrivent au Premier ministre vietnamien Nguyen Tan Dung pour demander la libération de Mlle Pham Thanh Nghien et de M. Nguyen Hoang Hai, alias blogueur Dieu Cay, deux célèbres dissidents.

Son Excellence,  
Le Premier ministre Nguyen Tan Dung  
c / o Ambassade du Vietnam  
1233 20e Street, NW # 400  
Washington, DC 20036

Le 10 décembre 2008

Monsieur le Premier ministre,

Le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme, posant les bases de la protection des droits fondamentaux de tous les individus dans le monde. Aujourd'hui, nous sommes ensemble en cette Journée des droits de l'homme pour commémorer le 60e anniversaire de ce document et pour exhorter tous les gouvernements à respecter les principes énoncés dans la Déclaration.

En tant que membres du Congrès, nous sommes préoccupés par la poursuite des violations des droits humains qui se produisent dans le monde entier, en particulier au Vietnam. En dépit de ses promesses de respecter les normes internationales, le gouvernement du Vietnam continue d'arrêter et d'emprisonner des individus pour avoir exercé leur liberté de parole et de réunion.

Pham Thanh Nghien, 31 ans, milite au Vietnam pour la démocratie. Elle est actuellement détenue sans jugement dans la prison de Tran Phu située à Hai Phong. Sa mise en détention a eu lieu après qu'elle eut présenté une demande de tenir des manifestations pacifiques. En outre, elle a été prise pour cible par les autorités vietnamiennes pour avoir fourni une aide humanitaire aux familles des pêcheurs qui auraient été attaqués dans les eaux vietnamiennes par des navires chinois. Nghien continue son combat pour la liberté d'expression et de réunion au Vietnam, en dépit de ses conséquences.

Nguyen Hoang Hai, connu sous son nom de blogueur Dieu Cay, est un militant au Vietnam envoyé en prison à cause de ses écrits et de ses plaidoyers pacifiques. Dieu Cay a été à l'avant-garde d'un mouvement citoyens-journalistes, établissant des

rapports sur des questions d'intérêt national telles que la corruption, l'exploitation des travailleurs, les brutalités policières. Il a été arrêté en avril alors qu'il appelait à boycotter le relais de la flamme olympique qui s'apprêtait à parcourir le Vietnam.

Dans le cadre de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Pham Thanh Nghien et Dieu Cay ont le droit de se réunir, de manifester et de s'exprimer librement. Le gouvernement du Vietnam a non seulement adopté cette Déclaration, mais a également pris des engagements à respecter les libertés individuelles. En tant que membres du Congrès, nous prions instamment le gouvernement vietnamien de libérer Pham Thanh Nghien, Nguyen Hoang Hai et tous les autres prisonniers politiques. Nous demandons instamment à Hanoi de reconnaître la Déclaration universelle des droits de l'homme et de réaffirmer sa volonté de la respecter.

Il y a soixante ans, la communauté internationale a reconnu que toutes les personnes sont nées avec des droits fondamentaux ; il est de notre responsabilité collective de faire respecter ces droits. Pham Thanh Nghien et Dieu Cay sont nés avec ces mêmes droits, mais sont punis pour l'exercice de ces libertés. Les droits de l'homme s'appliquent à chaque individu et il est temps que le gouvernement vietnamien reconnaisse et soutienne ces droits.

Respectueusement,

<b>Loretta Sanchez</b>	<b>Zoe Lofgren</b>
<b>John Olver</b>	<b>Maurice Hinchey</b>
<b>Janice Schakowsky</b>	<b>Chris Van Hollen</b>
<b>Edward Royce</b>	<b>Daniel Lungren</b>

Copie :

- Son Excellence Condoleeza Rice, Secrétaire d'Etat
- Son Excellence Michael Michalak, Ambassadeur des USA au Vietnam
- Amnesty International USA



# Défense des Droits de l'Homme dans le consulat du Vietnam à Sydney

RADIO NOUVEL HORIZON

10 décembre 2008

Ce matin, pour commémorer le 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, des membres de Viet Tan et leurs sympathisants ont fait irruption à l'intérieur du Consulat Général de la République Socialiste du Vietnam à Sydney pour protester contre la répression des catholiques par le gouvernement vietnamien qui a en même temps cédé à la Chine de vastes étendues de terre et de mer appartenant au Vietnam.

M. Nguyen Tan Anh, représentant du groupe a déclaré à haute voix dans le hall du consulat en ces mots :

"Nous, les membres du Parti pour la Réforme du Vietnam, en compagnie du Bloc 1706 et de la Radio Vietnam Sydney, sommes venus aujourd'hui pour protester énergiquement contre les autorités communistes vietnamiennes qui continuent de violer les Droits de l'Homme et terroriser les démocrates dans le pays... Nous condamnons solennellement la mascarade de jugement des 8 chrétiens de la paroisse de Thai Ha par le tribunal populaire le 8 décembre dernier..."

Dans le désarroi, les agents du consulat ont invité le groupe de prendre patience : "Nous vous invitons de prendre des sièges, nous avons annoncé votre présence et nos chefs viendront vous recevoir".

Après quelques instants d'attente sans que personne ne vienne, M. Le Minh Pho, un mem-

bre du groupe et ancien combattant du Vietnam a déclaré :

"Les autorités communistes vietnamiennes sont membres des Nations Unies, ils ont signé de nombreux traités de défense des Droits de l'Homme... Mais vos chefs sont des menteurs qui ont trompé le monde entier car ils ne

respectent aucun des traités signés..."

Après ces déclarations, le groupe a quitté les lieux après avoir pris quelques photos avec des slogans réclamant le respect des Droits de l'Homme dans le hall du Consulat vietnamien à Sydney.



10 décembre 2008, à l'occasion du 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, des vietnamiens résidents à Sydney sont allés au consulat de la République Socialiste du Vietnam pour crier des slogans en faveur des droits humains.



# « Des prisons derrière les façades »

REPORTERS SANS FRONTIÈRES

## RSF manifeste devant les ambassades du Viêt-nam et de Syrie

10 décembre 2008

**L**e jour de la commémoration du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre 2008, Reporters sans frontières a organisé une manifestation itinérante devant deux ambassades, à Paris, en signe de protestation contre des gouvernements responsables de l'incarcération de journalistes ou de cyberdissidents.

Des militants de l'organisation ont déployé devant les portails des ambassades une bache représentant une porte de prison et appelé à la libération des personnes incarcérées pour leurs publications dans des journaux ou sur Internet dans les pays concernés.

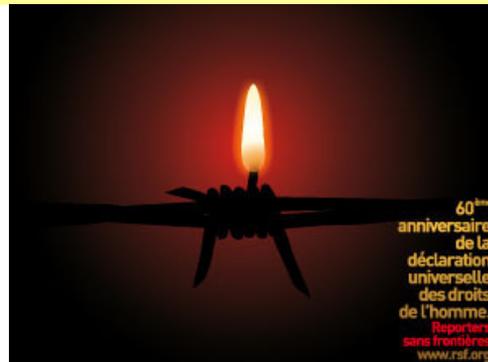
"Le Viêt-nam et la Syrie sont dirigés par des gouvernements qui pratiquent l'incarcération politique sans hésitation. Pour eux, la Déclaration dont nous commémorons le 60<sup>e</sup> anniversaire n'a aucune valeur, sauf lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts politiques. Notre action d'aujourd'hui a pour but de rappeler une réalité simple : derrière la façade distinguée des ambassades se cachent souvent de sinistres cachots", a déclaré Reporters sans frontières.

Au Viêt-nam, trois journalistes et huit cyberdissidents sont actuellement incarcérés, dont le journaliste Nguyen Viet Chien du quotidien Thanh Nien, condamné le 15 octobre 2008 à deux ans de

prison pour ses enquêtes sur la corruption, et le blogueur et défenseur des droits de l'homme Nguyen Hoang Hai, alias Dieu Cay, condamné le 4 décembre 2008 à deux ans et demi de prison.

En Syrie, neuf journalistes et cyberdissidents sont actuellement incarcérés, dont le journaliste indépendant Michel Kilo et le cyberdissident Habib Saleh. Depuis juillet 2000, date de l'accession au pouvoir du président Bachar el-Assad, le nombre de journalistes détenus dans les prisons syriennes n'a jamais été aussi élevé.

L'organisation a publié, à l'occasion des commémorations, un rapport intitulé "Les Nations unies sur la voie de l'échec". Ce document dresse un bilan critique d'une bataille entre raison



d'Etat et reconnaissance des victimes de violations des droits humains au sein du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.



**Lê** Quoc Quan a le sang chaud. Pas le genre à s'écraser devant des policiers vietnamiens armés, lorsque ceux-ci s'en prennent violemment à une manifestante catholique, par un après-midi pluvieux de janvier 2008. Ce jour-là, des centaines de fidèles, peut-être deux mille, prient devant l'ancienne délégation apostolique de Hanoi, à deux pas de la cathédrale, pour réclamer la restitution à l'Église de cette splendide bâtisse et des terrains adjacents. Le pouvoir communiste les avait confisqués en 1954 et refuse depuis lors de reconnaître la validité des titres de propriété de l'archevêque.

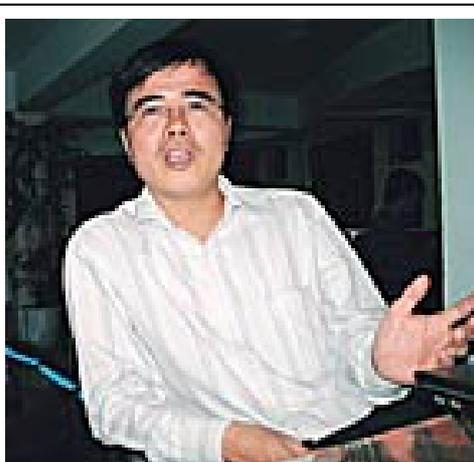
Une silhouette svelte au milieu de la foule, c'est celle de l'avocat Lê Quoc Quan. Il est alors un simple manifestant dans le cortège, comme tant d'autres. « Je priais », se souvient-il. Soudain, sous ses yeux, une femme escalade le portail d'entrée de la délégation pour déposer un bouquet de fleurs au pied d'une statue de la Vierge Marie. Elle est battue par les forces de l'ordre qui considèrent son geste comme une provocation. Le jeune Quan ne réfléchit pas. Naturellement, il vient à son secours et enjambe la clôture. Illico, les policiers le rattrapent par le col. Et le frappent, à l'écart. « *J'ai crié. Ils m'ont poussé en m'ordonnant de me tenir tranquille.* » Alertés, les manifestants enfonce le portail pour venir à son secours. Ils le libèrent. Puis le transportent dans les locaux voisins de l'archevêché pour lui donner les premiers soins.

## Cent jours de prison

Quan considère cet épisode comme « *une bonne action et un signe de courage de la communauté catholique vietnamienne* ». A croire qu'il aime ces pieds de nez au pouvoir ! Pour cet agita-

teur social, âgé de trente-sept ans, cette confrontation est le symbole le plus récent de son engagement pour l'instauration de contre-pouvoirs et pour l'ébauche d'une société active et critique dans ce pays autoritaire. Avec fierté, il considère que les catholiques ne sont pas sortis vaincus de ce conflit de propriété. Certes, ils n'ont pas récupéré les terrains contestés. Mais leur mobilisation a pesé sur le cours des événements. Les autorités ont décidé de transformer la délégation apostolique en bibliothèque et les terrains voisins en parc public. Au lieu de les privatiser, ils serviront l'intérêt général. Ce n'est déjà pas si mal aux yeux de Quan.

L'avocat n'en était pas à son coup d'essai dans son face-à-face avec le pouvoir. En mars 2007, il avait été emprisonné pour avoir étudié dans un institut prodémocratique aux Etats-Unis. Le jour même de son retour au Vietnam, les autorités le mettaient derrière les barreaux pour cent jours, lui



## Repères

**Lê Quoc Quan est né le 13 septembre 1971.**

**Il a commencé à exercer sa profession d'avocat en 2002.**

**Le 8 mai 2007, à son retour des Etats-Unis où il étudiait, il a été arrêté et emprisonné.**

**Le mois suivant, il a été radié du barreau.**

retirait sa licence d'avocat et fermaient son cabinet. Depuis, il n'a pas plaidé. Deux policiers l'espionnent constamment à son bureau. Ses téléphones sont sur écoute. Régulièrement, il est convoqué par la police pour faire le point sur ses activités.

Si le pouvoir le surveille tant, c'est parce qu'il le voit comme un danger potentiel. Lê Quoc Quan fait partie de la grande famille chrétienne, une des seules institutions qui a survécu à cinquante années de communisme et qui rassemble 10 % de la population vietnamienne. Et il a de l'ambition pour sa communauté. « *Je veux apporter un traitement égal entre les croyants et les non-croyants. Les catholiques ont été dévalorisés au Vietnam.* » Son père n'a pas été autorisé à entrer à l'Université en raison de sa foi. Son grand-oncle a été emprisonné dix-sept années pour la même raison. « *Aujourd'hui, nous pouvons prier et nous rassembler. C'est mieux. Mais ce n'est pas satisfaisant au regard des standards universels de liberté* », critique-t-il. Parce qu'elles sont des organisations distinctes du parti unique, les Eglises sont toujours sous étroite surveillance au Vietnam. Alors, il essaie de les émanciper. De créer des associations de prière. De mettre sur pied des groupes de jeunes catholiques. D'organiser les revendications des paroisses de sa région d'origine, elles aussi confrontées à des problèmes de confiscation de propriétés.

Grâce à ses connaissances en droit, Lê Quoc Quan aide en parallèle les ouvriers à créer des syndicats. Il conseille et défend des paysans sans terre. Il se place toujours du côté des opprimés. « *Le pouvoir n'aime pas cela. Il considère mes activités comme un début de construction d'une société civile. Il pense que la création d'organisations qui*

*n'appartiennent pas au parti unique peut le mettre en danger. »*

### Grâce à McCain

Avec un carnet d'adresses épais comme un dictionnaire, Quan a de l'influence. L'avocat connaît tous les prêtres de Hanoi. Il a ses entrées dans les milieux d'affaires. Il fréquente des hommes politiques, y compris des membres importants du parti communiste vietnamien, de manière officieuse et discrète. A l'étranger, on le connaît. En juin 2007, à la veille de la visite officielle du président vietnamien aux Etats-Unis, c'est une lettre de pression de John McCain qui l'a fait libérer. Et c'est cette renommée qui lui a sans doute évité une nouvelle peine de prison après les violences à la délégation apostolique en janvier dernier. Il se sent protégé par la diplomatie. Et compte bien utiliser ce parachute pour aider ses compatriotes à s'affranchir de l'emprise du parti communiste. Déjà, il constate des avancées. *« Quelque chose est en train de se produire dans ce pays : des gens copient des documents, se les échangent, discutent, des associations se créent, jubile-t-il. Cela va de pair avec le développement économique. Les gens ont plus le temps de penser à autre chose qu'à leur propre survie. »* Alors, il y croit. Il y a trois semaines, il a réclamé sa licence d'avocat au ministère de la Justice. Il sait qu'on ne la lui rendra pas. Mais il se plaît à asticoter les autorités. *« Avant ma première arrestation, je faisais très attention. Maintenant, elles savent ce que je fais. Alors, je n'ai plus peur. »*

Ce beau parleur vindicatif et séducteur cultive l'espoir de jouer les trouble-fêtes sur la scène politique non officielle. A l'affût, il prépare l'avenir. Pour un éventuel après-communisme ? *« Je ne suis pas isolé comme de nombreux activistes qui ont passé beaucoup d'années en prison. Je suis un gagnant. Je suis encore dans le coup. »* Belle ambition.

**Max WERSHEIN**

# Peine pour des catholiques jugés pour troubles au Vietnam

7SUR7 - 08/12/08

**L**a justice vietnamienne a condamné lundi à de la prison avec sursis sept catholiques, reconnus coupables de troubles à l'ordre public et dégradation de propriété lors de manifestations sur des terrains revendiqués par l'Eglise.

Au total, huit personnes comparaissaient à Hanoi lundi. Toutes avaient pris part cette année à des rassemblements, parfois massifs, de catholiques, destinés à récupérer des sites saisis par le régime communiste il y a des décennies.

Sept accusés ont été condamnés à des peines de prison avec sursis allant de 12 à 15 mois, minorées des éventuels jours déjà passés en détention mais parfois aussi alourdies de périodes de résidence surveillée allant jusqu'à deux ans. Le huitième accusé a reçu un avertissement.

Ce procès d'une journée, qui s'est déroulé sous étroite surveillance policière, intervenait après des mois d'extrême tension entre les autorités et les catholiques, deuxième communauté religieuse du Vietnam.

Les protestations, qui avaient débuté fin 2007, avaient réuni, au plus fort de la mobilisation, plusieurs milliers de personnes sur le site de l'ancienne ambassade du Vatican à Hanoi. Mais elles ont surtout donné lieu à de vifs face à face entre la police et les catholiques

à la paroisse plus excentrée dite de Thai Ha.

Les accusés comparaissaient d'ailleurs pour leur participation, sur ce deuxième site, aux manifestations qui avaient atteint leur apogée en août. A l'exception de Nguyen Thi Nhi, 46 ans, présentée comme une meneuse par le procureur et condamnée pour trouble à l'ordre public sur les deux sites.

Tous ont reconnu leur participation aux manifestations, tout en contestant la plupart du temps avoir "fait quelque chose de mal".

"Je sais de façon certaine que la terre appartient à l'Eglise", a notamment affirmé Ngo Thi Dung. Cette femme de 54 ans était la seule, avec Nguyen Thi Nhi, à comparaître encore en détention.

Toute la journée, des centaines de catholiques sont restés postés à l'extérieur, enchaînant chants et prières, photos de la Vierge au cou. Ils ont acclamé la libération des huit personnes en hurlant "innocents, innocents, innocents", après le verdict.



**Au terme du procès, tous les accusés ressortent libres. Cette première victoire fait la joie parmi des catholiques. Néanmoins, tous feront appel de leur jugement.**

# Le Japon suspend une partie de son aide au Vietnam, pour cause de corruption

AFP 04.12.08 | 10H00

Le Japon, premier pays donateur du Vietnam avec plus d'un milliard de dollars d'aide au développement accordés l'an dernier, a indiqué jeudi avoir suspendu des prêts à taux préférentiels au pays communiste en raison d'un scandale de corruption.

"Nous ne pouvons pas promettre de nouveaux prêts en yen" tant que les deux pays n'auront pas défini des "mesures efficaces et significatives contre la corruption", a déclaré l'ambassadeur japonais à Hanoï, Mitsuo Sakaba, lors d'une conférence de donateurs.

Selon le quotidien japonais Yomiuri Shimbun, d'anciens responsables d'une entreprise japonaise, Pacific Consultants international (PCI), ont reconnu devant la justice avoir versé 820.000 dollars (647.000 euros) de pots-de-vin à un officiel vietnamien dans le cadre d'un projet de route financé par Tokyo.



Les procureurs accuseraient même les entrepreneurs d'avoir promis au responsable, Huynh Ngoc Sy, un total de 2,6 millions de dollars (2,05 millions d'euros) pour obtenir des contrats de consultants.

Le Premier ministre vietnamien, Nguyen Tan Dung, a de son côté réaffirmé jeudi que les autorités de son pays allaient enquêter sur l'affaire.

Il a aussi rappelé que Huynh Ngoc Sy, responsable du projet à

Saïgon (sud), avait été relevé de ses fonctions.

Le Vietnam avait déjà été secouru fin 2005, début 2006, par un scandale majeur de corruption impliquant l'aide internationale, notamment japonaise.

L'affaire avait conduit à la démission du ministre des Transports de l'époque et à l'arrestation de son bras droit, blanchi depuis.

Deux journalistes qui avaient été en pointe dans la dénonciation de ce scandale sont en revanche passés devant la justice en octobre, accusés "d'abus des libertés démocratiques". L'un d'eux a été condamné à deux ans et demi de prison.

L'organisation de lutte contre la corruption Transparency International attribue une note sévère au Vietnam: moins de 3 sur 10, synonyme de corruption "endémique" dans le pays.

[media@viettan.org](mailto:media@viettan.org) — [www.viettan.org/fr](http://www.viettan.org/fr)

## AMERIQUE DU NORD

1694 Tully Road, Suite D P#312  
San Jose, CA 95122 — USA

Tél. : (1) 408-347-8830 Fax : (1) 408-347-8730

## ASIE

P.O. Box 223  
Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN

Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

## EUROPE

BP203  
75624 Paris Cedex 13 - FRANCE  
Tél. / fax : (33) 1.56.30.96.12

## AUSTRALIE

P.O. Box 4023  
Tranmere North, SA 5073  
Tél. / fax : (61) 405 185 652

